

Il nous semble toujours nécessaire, du point de vue théorique comme dans des perspectives de lutte, de faire ressortir le fait que le capital est avant tout un rapport social de forces en interaction dialectique qui toutes participent, certes à des pôles différents (capital, travail, État), de sa reproduction ; et non pas un « système » essentiellement abstrait régi soit par des automatismes dont les agents ne seraient que des fonctionnaires impersonnels (cf. la notion de « capital-automate » qu'on rencontre parfois chez Marx puis Bordiga), soit par des forces plus ou moins occultes tirant les ficelles (finance, « banque juive », franc-maçonnerie, etc).

Dans cet ordre d'idées, nous vous proposons ici un compte rendu d'une réunion débat organisée le 17 décembre 2023 par le groupe de discussion et de rencontre « soubis » autour de l'article de Larry Cohen : « [Victimes, complices ou acteurs de premier plan ; le rôle des États dans le tournant dit néolibéral](#) » paru dans le [numéro 22 de Temps critiques](#) (automne 2023).

SouBis - Compte rendu de la réunion du 17 décembre 2023

Débat avec Larry Cohen sur son article paru dans Temps critiques n° 22, « Victimes, complices ou acteurs de premier plan ? Le rôle des États dans le tournant dit néolibéral »

Larry : Pourquoi j'ai écrit cet article ? Je suis tombé par hasard sur l'article de Jack Copley [auteur du livre [Governing Financialization](#), sur le Royaume-Uni], qui m'a intrigué : je pourrais jeter trente ans de *Monde diplomatique* car son discours sur le tournant néolibéral est faux. Tournant oui, mais pas la forme exposée jusque-là. Donc je me suis proposé d'approfondir le sujet, sachant que les auteurs qui ont écrit sur le sujet l'ont tous fait en anglais ou en allemand. La question qu'il y a derrière, c'est : quel est le rôle de l'État dans l'économie capitaliste ? En France le débat sur ce point s'est peu ou prou éteint après Poulantzas. Se focaliser sur les USA et la Grande-Bretagne est justifié, car ces deux pays ont été les premiers à faire ce tournant, et aussi compte tenu de l'impact mondial des USA et l'impact de la politique de Thatcher.

J'ai découvert dans ces livres que curieusement le travail idéologique de préparation par les courants néolibéral ou ordolibéral existait bien, mais que ce n'est pas ce qui a enclenché le mouvement. Et que ce ne sont pas les banques non plus. Tout s'est joué au niveau des États. Daniel a dit dans un de nos débats que Castoriadis n'avait pas voulu voir à quel point l'économie capitaliste s'était imposée et n'avait voulu voir que le poids du rôle de l'État. Mais Castoriadis n'avait pas si tort que ça. Mes lectures montrent plutôt que les acteurs de ce

changement, ce sont les États.

On peut se demander : quel est l'intérêt de le savoir ? Je pense que ce n'est pas anodin ; l'idée que les pauvres États ont subi impuissants la menace des grandes entreprises de délocaliser ne tient pas la route.

Pierre-Do : J'ai été très intéressé par ce texte. L'idée que la responsabilité du tournant néolibéral de l'économie capitaliste provient essentiellement des grandes entreprises, du secteur bancaire, des idéologues néolibéraux, c'est aussi une manière d'évacuer la question de la responsabilité politique de l'État. L'économie capitaliste demande avant tout deux types d'action à l'État : d'une part de favoriser l'extraction de la plus-value en assurant des conditions optimales à sa reproduction : transports, santé, éducation, aides et subventions publiques au secteur privé en cas de difficultés ; d'autre part de s'immiscer le moins possible dans l'économie. Dans le contexte de la mondialisation du marché et des échanges, et ultérieurement du déficit des dépenses publiques en Europe de l'Ouest, l'État dit « surchargé » a cherché, pour résister à la double pression du marché et de la pression sociale, à s'alléger politiquement en se plaçant volontairement sous la contrainte d'organismes supranationaux, OMC, FMI, UE... et au niveau micro-économique en initiant graduellement : privatisations, réforme des systèmes de retraite, de santé, d'éducation. Tout cela en tentant d'éviter l'affrontement social massif. En dernier ressort est posée la question de la légitimité de l'État. C'est bien l'État qui décide, dans le cadre contraint auquel il a volontairement consenti, de la redistribution des richesses, des aides aux secteurs de l'économie capitaliste qu'il souhaite favoriser. Enfin l'État possède l'appareil coercitif pour faire appliquer les mesures prises en particulier les plus socialement funestes.

Larry : Selon les auteurs canadiens que je cite, Panitch et Gindin, casser le mouvement ouvrier américain était encore plus important que casser les mouvements ouvriers européens. La défaite de la grève des aiguilleurs du ciel a ouvert les vannes qui ont permis aux entreprises de négocier les salaires et les conditions à la baisse. Pourquoi aux USA ? Parce qu'ils représentaient encore 25 % de la production capitaliste globale.

André : Oui, il me semble que c'est bien ce qu'il faudrait comprendre, pourquoi les luttes ouvrières deviennent si violentes au tournant des années 70-80, qu'est-ce qui explique le basculement néo-libéral ? L'idée d'un État qui n'est pas la marionnette des grandes entreprises m'a intéressé. Mais ton argumentation part sur deux des grands thèmes des années 80-90 : la critique de la mondialisation et celle de la financiarisation. Pour la financiarisation, tu dis : le manque de rentabilité des entreprises, la baisse de leur taux de profit, a poussé celles-ci à placer dans la sphère financière l'argent qu'elles n'avaient plus intérêt à investir dans leurs propres activités, thèse défendue par beaucoup d'économistes.

D'après toi, cette baisse serait due aux taux d'intérêt très élevés. Mais la mise en place de cette politique monétaire par le président de la réserve fédérale Paul Volcker pour lutter contre l'inflation arrive après cette baisse du taux de profit. La très nette baisse du taux de profit s'observe sur la période 74-75 jusqu'à 80-82 en Grande-Bretagne et en France, peut-être un peu plus tôt aux USA. Dans ton article la politique monétaire occupe une grande place, tant dans le cas de la financiarisation que dans celui de la mondialisation. Je pense qu'à tout le moins c'est discutable.

Larry : Ce n'était pas mon propos d'expliquer la baisse du taux de profit. La concurrence grandissante subie par les USA, qui a mis à mal leur domination de l'économie mondiale, a fait que les marges bénéficiaires ont rétréci (les capitalistes n'aiment pas beaucoup la concurrence en fait). Cela explique donc pourquoi les entreprises étaient en difficulté, mais pas leur orientation vers la finance. Greta Krippner [autrice de *Capitalizing on Crisis*, sur les USA] a pu s'entretenir longuement avec les acteurs de l'époque. Les pays développés ne pouvaient pas assumer les taux d'intérêt de 20 % atteints aux USA sous l'effet de la politique anti-inflationniste de la Réserve fédérale sous Paul Volcker. La fronde contre cette politique de taux élevés de dollar fort a été menée par la Business Roundtable, dont le texte a été rédigé par le patron de Caterpillar, qui a presque demandé : « Vous voulez désindustrialiser notre pays ? » Avec un dollar fort on n'arrive pas à exporter, mais avec un taux d'intérêt élevé c'est intéressant d'investir dans des outils financiers.

André : On peut également discuter le point de vue que tu adoptes : l'État a en main les instruments monétaires (keynésianisme). Il est intéressant de prendre la thèse d'autres économistes comme Michel Husson ou ceux de la théorie de la valeur pour qui le tournant néolibéral est le produit d'une crise structurelle du capital. L'industrie automobile n'est plus rentable. La survaleur extraite est insuffisante. Pourquoi les luttes sociales en Grande Bretagne devenaient-elles aussi violentes ? Durant les années 70, les travaillistes cherchent à sortir de la crise, c'est-à-dire à restaurer un taux de profit suffisant, et n'y arrivent pas. Ce seront ces nouvelles politiques dites néolibérales qui vont permettre le rétablissement des taux de profit à leur ancien niveau (cela au détriment des rémunérations, de l'emploi, des conditions de travail, des solidarités nationales, des services publics). Je pense qu'il est important de discuter de ces thèses, car selon l'explication que l'on a de ces crises, la critique et les luttes dans lesquelles on s'engage peuvent être très différentes.

Pierre-Do : Il y a un ajournement continu de la crise structurelle du capitalisme. Cette crise n'a pas l'effet décrit par la théorie marxiste. Car le capitalisme continue à fonctionner pas trop mal. Il y a eu déplacement de la lutte de classe vers une lutte fiscale (« lutte des taxes ») dans les années 80-85.

Larry : James O'Connor a écrit au début des années 1970 que c'était ce qui se profilait. Ce que dit André ne contredit pas ce que je soutiens. Les États ont agi sous l'effet d'une pression objective : le gâteau à répartir avait rétréci. Si les États avaient agi autrement, je ne sais pas quelle forme la crise aurait pris. Je veux seulement mettre en avant des aspects sous-estimés à gauche.

André : Je trouve très intéressante ta thèse principale, le fait que les politiques menées ne sont pas dictées par tel ou tel pouvoir occulte. On constate que les gouvernements ont très peu de marge de manœuvre. La même politique se met en place partout, par des gouvernements de droite comme de gauche.

Larry : Une voie a été essayée mais pas prise au sérieux par des gens comme nous, celle préconisée par l'union de la gauche, qui était une autre façon de réagir. Est-ce qu'il était possible de convaincre le gouvernement allemand de faire cause commune sur cette base ? S'il avait refusé le tournant néolibéral, on ne sait pas ce qui se serait passé.

Pierre-Do : En 1981 la gauche dite « plurielle » n'aurait eu aucune chance de succès en proposant une politique économique néolibérale. Plus tard Mélenchon, pour se faire élire, faisait essentiellement des propositions de redistribution différente de la richesse sans toucher aux fondements du système capitaliste.

Gianni : Tu dis qu'à l'origine du tournant il y a à la fois la crise fiscale de l'État et une baisse de la productivité qui les empêchent d'ouvrir les cordons de la bourse pour acheter la paix sociale. Mais un aspect des choses me laisse perplexe : l'endettement des États ne baisse pas, il y a seulement redirection de l'investissement public vers d'autres investissements, avec recours à la répression une fois qu'on ne peut plus acheter la paix sociale. La révolution informatique a supposé d'énormes investissements de la part de l'État ; or ces investissements ont coupé l'herbe sous les pieds aux salariés, donc sapé les rapports de force qui leur permettaient d'obtenir des avancées - rendant les salariés « inessentiels », pour utiliser le vocabulaire de *Temps critiques*. Tu n'abordes pas cette question.

Pierre-Do : L'endettement et le déficit public : on vient bien comment c'est devenu une méthodologie de gestion de l'État. Il y a mise en avant constante d'une contrainte présentée comme supranationale. Contrainte établie par l'UE à partir de ce qu'Alfred Sauvy avait écrit en 1952 sur le niveau de déficit qui permettrait d'avoir une gestion saine des finances publiques. Les 3 % sont devenus un dogme, constamment remis en question mais maintenu comme ligne de conduite, et utilisé par l'État pour justifier les privatisations par exemple. Le prix ridiculement bas de l'action France Telecom mise en vente par l'État, c'était une façon d'accoutumer les gens au système boursier et par là de dévier la colère sociale.

L'ajournement de la dette structurelle se fait à travers un certain nombre d'artifices. Point intéressant dans l'article : l'importance de l'adhésion de la population à ces programmes. Au bout d'un moment, c'est le public qui devient cogestionnaire. Il a le sentiment de faire un choix devant une offre de services, que ce n'est pas l'État qui l'impose. Bien sûr il faut avoir obtenu auparavant un consensus public, une intégration idéologique de secteurs entiers de la population au système.

Nicole : Sous le « néolibéralisme », il y a eu aussi une transformation de la nature de l'État. En France, la décentralisation a beaucoup transformé le paysage politique, avec des décisions qui se prennent désormais à niveaux multiples, et pas toujours de façon cohérente, mais qui impliquent bien plus la population notamment à travers le tissu associatif.

Larry : C'est ce que *Temps critiques* appelle l'État-réseau. Jusqu'où va l'État ? Il y a à ça une dimension technique, mais il est plus intéressant de comprendre ce que ça implique socialement. C'est appuyé par une partie de la population, militante pour une partie d'entre elle. Exemple avancé par Todd : dans son coin de Bretagne, une soixantaine de personnes sont mobilisées pour aider une seule famille de réfugiés ; on pourrait penser que ce devrait être la tâche de l'État. Cette évolution vers l'État-réseau représente aussi une manière de répondre aux attentes de la population. En 2015 en Allemagne, les associations caritatives ont été débordées par les demandes des citoyens volontaires pour accueillir la vague des réfugiés. L'argent public est là, mais l'action est faite par d'autres agents que l'État.

Jackie : La décentralisation, c'est quand même un phénomène franco-français.

Monique : C'était une revendication sociale en raison de la grande centralisation du pays héritée de l'histoire. La gauche s'est fait plaisir idéologiquement en la mettant en œuvre. Mais l'abondement des collectivités locales par l'État central a toujours été insuffisant. Et la gauche a largement participé à ce phénomène.

L'idée que l'État est une marionnette aux mains du capital ne tient pas la route dès que l'on se renseigne un peu. Même chez Adam Smith il est expliqué que, pour que le marché fonctionne, il faut un État qui crée des structures juridiques adaptées. Balancer l'État, c'est l'idée des libertariens (Rothbard). Même Marx lorsqu'il analyse la Commune reconnaît une certaine autonomie de l'État. Le pouvoir des entrepreneurs est réel, mais ils n'ont pas de force de frappe. La répression est la tâche de l'État. L'État démantèle les services publics et assure la répression.

Il y a une chose que je n'ai pas bien comprise : pourquoi à la fin des années 70 il y a une rupture fiscale ? Je me souviens d'une période où la dette publique n'était pas une obsession.

Le dogme de la dette est apparu au début des années 80.

Larry : C'est un problème européen plus qu'américain. L'Allemagne a l'obsession, pour des raisons historiques, de la stabilité financière et économique. Mais cela n'est pas pire que la méthode italienne qui consistait à distribuer de l'argent ici et là puis de temps en temps à dévaluer la monnaie. Streek dit qu'un pays peut choisir d'opter pour l'équilibre économique ou pour l'équilibre social – en gros, la division entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. La France est en position intermédiaire. Depuis les années 80, on ne compte pas les gouvernements qui ont voulu réduire ceci ou cela. La France est plutôt du côté des pays égalitaires. Certes on va dans le sens de l'inégalité, mais depuis vingt-cinq ans. Rien à voir avec ce qu'ils se sont permis aux USA et en Grande-Bretagne.

Henri D : Les États sont intervenus massivement pour sauver les banques en 2008, au détriment de la population. L'État est bien au service des puissants.

Larry : Oui, mais ils l'ont fait surtout pour maintenir l'équilibre du système. Il fallait sauver les banques. Pendant la crise des subprime, la Réserve fédérale a ouvert avec l'UE une ligne de swaps de devises donnant accès à une quantité quasi illimitée de dollars. Sans ça, on aurait eu une crise bien pire que celle de 1929. Et ils ont en grande partie réussi. Le niveau de vie a baissé, certes, mais ce n'est rien par rapport à ce que c'était en 1929. Un de mes profs de lycée aux USA, fils de paysans du Sud profond, évoquait une armée de gens venue quémander du travail sans salaire, en échange d'un repas pour la famille.

Henri S : Il y a une question centrale, à savoir le déséquilibre dans la loi de l'offre et la demande, quand l'offre ne répond pas à la demande. Le taux d'inflation est la pomme de discorde de tout le système. Tous les États font des efforts pour la contrer.

André : Wolfgang Streeck que tu cites avait publié dans *Le Monde diplomatique* en 2008 un article décrivant les diverses politiques mises en place depuis le début des années 70 pour tenter de résoudre la crise tout en achetant la paix sociale. L'endettement explose à partir des années 80. La première manière d'acheter la paix sociale, dans les années 70, c'est l'inflation, mais ça ne marche pas. La politique néolibérale se met alors en place, lutte contre l'inflation, envol de la dette publique. Vu l'ampleur prise par la dette, l'État cherche à en faire porter le poids par le public en desserrant fortement les règles encadrant le crédit aux ménages ; la crise des subprime en découle.

Larry : Les auteurs canadiens disent que l'offre de crédits immobiliers à des gens aux très faibles moyens ne peut se comprendre sans tenir compte de la stratégie d'intégration de la classe ouvrière par la propriété : le cadre est idéologique au moins autant qu'économique.

André : Idem pour les participations au capital des entreprises proposées aux salariés.

Larry : A la fin des années 50, on était encore dans un niveau de vie très bas. L'endettement des États, au fond, je m'en fous. La dette américaine des années Reagan et après était astronomique et ils ont réussi à l'endiguer.

Henri S : La pandémie a limité la production, donc l'inflation.

Larry : Je voudrais revenir à un aspect qui m'est cher car il rejoint un débat qui a eu lieu à *Socialisme ou Barbarie*. Habermas parlait de crise de légitimation – on n'est pas très loin des thèses de Castoriadis. Il disait que c'est le succès même de ce type de capitalisme qui va faire perdre de sa légitimité au système ; or ça ne s'est pas produit à l'époque, comme n'ont pas manqué de le signaler des critiques comme Perry Anderson, de la *New Left Review*. Mais je pense que cette délégitimation du système, on est en train de la vivre maintenant. Il y a dans l'air un anticapitalisme certes superficiel, mais qui traduit une certaine perte de légitimité des institutions. Les défenseurs du marché se font très très discrets depuis 2008.

André : Musk réclame moins d'État.

Nicole : Dans une conception devenue commune aujourd'hui au moins à gauche, le tournant néolibéral est associé à la montée des inégalités. Tu ne dis rien de cet aspect des choses, pourquoi ?

Larry : Mon texte parle très peu de l'actualité. Il y a aujourd'hui la question des inégalités, mais aussi celle des discriminations. Autrefois on disait que toute la classe ouvrière était soumise à l'exploitation, et qu'il s'agissait de la faire progresser ensemble. Aujourd'hui, c'est : que les meilleurs gagnent, qu'ils soient noirs, handicapés ou trans. Le système d'accès aux facs d'élite est accepté aux USA malgré ses inégalités fondamentales, puis dans ces facs on chipote sur la représentation des minorités... Par exemple, Louis Maurin, fondateur de l'Observatoire des inégalités, n'a aucune culture politique qui aille au-delà du keynésianisme. Dans la gauche française, c'est la nostalgie de l'époque keynésienne. Je ne sais pas comment faire comprendre à nos interlocuteurs plus jeunes que réduire les inégalités ne réglerait pas le problème. Quand le gâteau n'est pas en expansion, il y a des choix douloureux à faire. Quand c'est l'État qui les fait, cela comporte un risque politique. Quand ça vient de mécanismes en apparence de marché, comme avec la déréglementation, on peut dire : c'est pas nous, ce sont les taux qui nous l'imposent. Or c'est la Banque centrale et pas les marchés qui gère les taux d'intérêt.

Henri D : Il va y avoir un mur : quand il n'y aura plus de services publics, avec de plus en plus de pauvres, ça va devenir ingérable.

André : Le secteur de la santé représente encore 15% des dépenses publiques.

Gianni : Il y a des dépenses publiques non inflationnistes, notamment les dépenses militaires (pour aider l'Ukraine par exemple). 413 milliards d'euros programmés sur sept ans...

Pierre-Do : Les deux fonctions de l'État : créer les conditions nécessaires à l'accumulation du capital, ce qui a un coût ; et acheter la paix sociale ou organiser la guerre sociale (rôle coercitif). C'est en 68 que j'ai eu le sentiment d'une délégitimation de l'État, puis de nouveau avec le mouvement des gilets jaunes. Il y a eu une lutte des taxes très violente à ce moment-là, avec une violente réponse militaire de l'État. Puis est arrivée la crise du Covid, avec le « quoi qu'il en coûte » et les confinements majoritairement respectés, et l'État s'est appuyé sur de nouveaux outils de contrôle.

Monique : L'éducation fait aussi partie des fonctions de l'État. Or on est arrivé à un point où cela est devenu dysfonctionnel, ça se délite. On ne sait même plus quel type de formation va être utile dans les années qui viennent. Mais surtout, alors que l'éducation nationale servait malgré tout à intégrer les individus, aujourd'hui elle semble être la fabrique des exclus, condamner certaines catégories à être des « superflus », comme disait H. Arendt.

Pierre-Do : il y a une forme de privatisation de l'école, une partie des couches sociales s'oriente vers le privé.

Helen : Aux USA, le fait qu'une bonne partie de la population est sous-instruite ne pose pas problème aux dirigeants. D'ailleurs il y a toute une partie de la population américaine noirs et « petits blancs » pauvres, qui sont exclus, économiquement et socialement, et personne ne s'en soucie.

Larry : Il y a aussi le phénomène d'importation massive de personnel qualifié aux USA. Si un pays peut le faire aux frais d'autres pays, pourquoi payer une scolarité normale aux enfants du pays ? On parle de morts de désespoir aux USA, les taux de drogue et de suicides ont explosé, bien au-delà des ghettos noirs. Mais est-ce que tous les pays peuvent se permettre de jouer là-dessus ? Ce n'est pas évident.

André : Un gouvernement qui ferait le choix d'abandonner l'éducation d'une grande partie de la population me semble d'une grande absurdité, ce serait aller vers une société très violente, la fin de la société. Les gouvernants peuvent-ils dire : on s'en fout ? Je ne le crois pas, je pense que les difficultés du système éducatif relèvent de multiples causes, sociales, économiques culturelles, historiques ; mais pas d'une volonté délibérée d'abandonner l'instruction du plus grand nombre.

Larry : Je ne dis pas qu'un comité central l'a décidé, mais si une entreprise cherche à recruter du personnel compétent et y arrive...

Monique : Ce n'est pas un complot mais une pente vers laquelle ils sont entraînés.

Henri D : On parle de métiers en tension, mais on ne dit jamais que si les boulots étaient bien payés le problème serait résolu.

Larry : Tout à fait. La question est : à quel prix ? Quand la voirie des villes américaines payaient de hauts salaires, par exemple, personne ne faisait la fine bouche devant ce type d'emplois.

André : Aux USA, il y a un clivage dans la société qui est effrayant. Des dirigeants politiques fous prennent le pouvoir un peu partout...

Larry : Le rôle traditionnel des États-nations n'a pas disparu dans les discours aux USA, Trump peut tenir ce langage. Mais entre la France, la Belgique, l'Allemagne... je ne vois pas quelles sont les tensions qui pourraient alimenter ce discours. Les jeunes européens ne semblent pas avoir une forte identité nationale.

Nicole : Une fois pris en compte le rôle décisif des États dans le tournant néolibéral, quel serait d'après toi le discours anticapitaliste cohérent à tenir aux nombreux « anticapitalistes » avec qui on est amené à discuter ?

Larry : Je me pose cette même question, vu mon expérience récente dans un débat à Figeac. J'essaie de m'adresser à ceux qui veulent renforcer l'État pour parvenir à une situation plus humaine pour leur dire que c'est une illusion.

Gianni : Il faut remettre l'accent sur l'exploitation et sur le fait que le capitalisme est un rapport social.

Helen : Convaincre qu'il faut avoir une vision un peu complexe des choses.

Nicole : Oui, mais la complexité sert aujourd'hui d'argument pour à peu près tout...

Larry : Le discours du type « c'est la finance qui dirige tout » est omniprésent. Même Trotsky, qui se piquait d'être le plus révolutionnaire de tous, ne pouvait pas s'empêcher de simplifier son message en parlant des 200 familles. C'est un problème qui se pose à nous tous ici, de poser autrement la question de l'anticapitalisme, et en des termes compréhensibles.